



République Démocratique du Congo  
Ministère du Développement Rural



AFRICAN DEVELOPMENT  
BANK GROUP

Projet de Renforcement des Infrastructures Socio Economiques  
dans la Région Centre de la RDC

## Projet "PRISE"

**TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT  
D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL CHARGE DU  
GENRE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Novembre 2015

## 1. CONTEXTE GENERAL

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour financer le Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-économiques dans la Région du Centre de la RDC.

Le Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-économiques (PRISE) couvrira l'une de cinq zones prioritaires de développement définies dans le programme du Gouvernement pour la période 2012-2016 et concerne les deux anciennes provinces du Kasai qui comptent une population de 8.207.041 habitants soit 12% de la population globale de la RDC. Les principales réalisations attendues sont : (i) 60 mini-systèmes d'AEP dont 10 solaires, 272.100 ml du réseau d'AEP de la ville de Mbuji-Mayi avec 3 châteaux d'eau; (ii) 494 latrines publiques; (iii) 60 centres de santé; (iv) 60 écoles; (v) Un Centre multifonctionnel Genre de Mbuji-Mayi ; (vi) le suivi/contrôle des travaux ; (vii) la mise en place et la formation de 60 associations d'usagers de l'eau (ASUREP) pour la gestion de 60 mini-réseaux; (viii) le renforcement des capacités des ministères impliqués dans les activités du projet, (ix) le renforcement des capacités des femmes pour le développement des activités génératrices des revenus et (x) le renforcement des capacités des acteurs locaux. Le Projet garantira l'atteinte des objectifs du PEASU à travers : (i) l'installation de groupes électrogènes pour assurer le fonctionnement du système d'AEP de Tshikapa pendant une année à partir de son achèvement ; et (ii) l'élaboration d'une étude pour la réalisation d'une centrale hydro-électrique en vue d'une solution durable à la question de l'énergie du système d'AEP de Tshikapa, l'étude de la gestion des ressources en eau du bassin de la rivière Kasai et l'appui à la réforme du secteur AEP en milieu rural de la RDC et la vulgarisation du PNAEPA en milieu rural de la RDC. Les principales composantes du PRISE sont :

- Infrastructures d'AEP (Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement), sanitaires et scolaires;
- Etudes et renforcement des capacités;
- Coordination et gestion du projet.

Une partie de ce fonds sera utilisée pour financer les services du Consultant Individuel International **Expert en Genre et Développement Social** basé à la Coordination nationale (UEP) à Kinshasa pour une **période de 12 mois**: un **Expert International en Genre et Développement Social** jouera le rôle d'assistant technique auprès de 'UEP-PRISE pour le renforcement de capacités de la coordination du Projet et les études spécifiques .

Il devra apporter un appui technique et administratif avec un transfert de connaissances adéquates aux Experts et points focaux nationaux, préparer et contribuer de manière efficace à la mise en place des outils de gestion des aspects genre, développement social et de pérennisation des acquis du Projet ainsi que les mécanismes viables de développement des AGR dans le cadre de la mise en œuvre du Projet PRISE.

## 2. OBJECTIFS ET DESCRIPTION DE LA MISSION

L'objectif de la mission de l'**Expert en Genre et Développement Social** est principalement d'assurer, sous la supervision du Coordonnateur National du PRISE, l'ensemble des prestations liées au **Genre et au Développement Social avec des études spécifiques** d'élaborer du répertoire de la société civile et PTF genre, des études socio-économique genre,

des études de mise en œuvre et gestion des AGR à développer dans le cadre du Projet, les mécanismes d'implication des femmes dans les associations de gestion des infrastructures d'AEPA réalisé dans le cadre du Projet ainsi que les mécanismes viables, efficaces et efficientes de gestion de Centres Multifonctionnels Genre.

#### **Liens hiérarchiques du poste:**

L'Expert International en Genre et Développement Social est placé sous la supervision directe du Coordonnateur National du Projet à qui il apporte tous les conseils utiles en tout ce qui concerne les questions liées au **Genre et au Développement Social**. Il assure l'encadrement technique et administratif des points focaux Genre, des Antennes Provinciales et des opérateurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du Projet PRISE.

### **3. MISSION DE L'EXPERT EN GENRE ET DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Sous la supervision du Coordonnateur National, l'Expert en Genre et Développement Social exécutera les tâches suivantes :

- Apporter son assistance à la coordination de PRISE pour intégrer la dimension genre dans les activités du projet;
- préparer un chronogramme détaillé des activités du genre à mettre en oeuvre dans le cadre du PRISE;
- Préparer les TDRS et assurer les études prioritaires d'élaboration du répertoire de la société civile et des PTF genre dans l'aire du Projet, des études socio-économique genre pour la mise œuvre du fonds d'appui à l'autonomisation de la femme avec les AGR dans l'aire du Projet, ainsi que les mécanismes de gestion du CMFG de Mbuji Mayi et les possibilités d'extension dans d'autres sites de l'aire du Projet, l'évaluer les besoins en renforcement des capacités des points focaux genre nationaux et de l'équipe du projet (formation, outil de suivi des indicateurs) et le budget conséquent des activités du genre et développer des stratégies (formation court ou long des femmes) permettant leur intégration plus tard dans la gestion des projets d'AEPA;
- Appuyer les points focaux genre dans leurs tâches assignées : collecte de données, analyse, mise en place des structures de gestion des infrastructures de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement, centre multifonctionnel et autres.
- Développer des outils de suivi des indicateurs intermédiaires et d'impacts désagrégés selon le genre et par sexe, et produire des rapports trimestriels, semestriels et annuels. Et que cet outil restera utile pour l'évaluation d'impact à mi-parcours et final pour les aspects sociaux, de genre et environnementaux.
- Vérifier si les structures de gestion des infrastructures d'eau et d'assainissement mises en place ont prévu des postes de responsabilité pour les femmes et proposer des mesures correctives en cas de nécessité. S'assurer que les formations et les ateliers d'échanges sont prévus pour renforcer les capacités des gestionnaires et les partages d'expériences entre les différents projets dans la zone. Et s'assurer qu'il y aura

participation effective des femmes et des jeunes pour le développement de l'initiative privée du secteur et la gestion transparente des fonds collectés aux fins du développement des infrastructures d'AEPA.

- Proposer des formations en gouvernance, en règlement des conflits communautaires, en règles et procédures d'acquisition des biens et services de la Banque au profit des structures de gestion mises en place.
- Proposer des actions permettant aux structures d'assurer la pérennité des acquis, à travers la bonne gestion et transparente des fonds collectés et, à travers des réalisations additionnelles en points d'eau potable, en latrines publiques et en activités génératrices des revenus.
- Proposer les instruments juridiques qui permettent la prise en charge de l'intégration du genre après la mise en œuvre du projet. S'il existe des facteurs qui risquent de compromettre la pérennité du projet, alors développer les stratégies conséquentes, évaluer les coûts et indiquer leur mode de financement;
- Circonscrire les aspects du genre qui posent encore problème dans la dispensation des services de santé de qualité, l'accès à l'éducation, à l'eau potable et à la réduction de la pauvreté d'une façon équitable ;
- Vérifier si les documents présentés tels EIES, Plans d'action de réinstallation intègrent les questions de genre Identifier les principaux effets négatifs du projet sur le genre, définir les mesures d'atténuation et leur coût Faire ressortir les impacts positifs et le coût de renforcement de ces avantages environnementaux;
- S'assurer qu'au niveau de suivi des comités de gestion des équipes de terrain tels que les comités de gestion des forages, des bornes fontaines, des latrines, et les équipes d'animation la parité homme – femme est appliquée et que les formations en maintenance, en gestion, en conducteur de forage, en gouvernance, en genre, sont dispensées à l'ensemble du personnel sans discrimination de sexe. Proposer des mesures correctives ou des modules des formations complémentaires.
- Au niveau de Suivi financier, s'assurer que les fonds affectés aux questions de genre sont utilisés pour les activités éligibles et en rapport avec les besoins présentés dans le programme d'activité et le plan de passation de marchés.
- Identifier des interventions/activités sensibles au genre à inclure dans les plans d'action opérationnels de mise en œuvre du projet;
- Sensibiliser l'équipe du projet pour mieux encadrer les différentes parties prenantes dans la prise en compte des interventions/activités sensibles au genre à inclure dans les Plans d' Action Opérationnels ;
- Préparer un checklist pour l'intégration du genre dans les instances de décision au niveau des comités de gestion des ouvrages en accord avec la politique de la BAD ;

- Animer des modules en alphabétisation, animation et sensibilisation dans divers domaines (économique, juridique, socioculturel, santé, éducation, genre, hygiène, assainissement...).
- assister le projet dans l'organisation d'ateliers de formation et de sensibilisation
- Etudier et proposer les AGR appropriées pour le projet PRISE suivant les sites d'interventions et les conditions locales;
- Proposer un mécanisme en information des femmes, des jeunes, des analphabètes et groupes pauvres sur le changement climatique et des mesures d'adaptation aux variations climatiques pour les agricultrices et fermières dans le cadre des AGR et aussi l'impact sur les ressources en eau;
- Proposer des mécanismes d'appropriation et de pérennisation viables des infrastructures réalisées compatibles avec les sites et le contexte local;
- Proposer des mécanismes de gestion viable du centre multifonctionnel du Genre à Mbuji Mayi;
- Apporter son appui aux PTF Genre et aux unités de gestion des ASUREP pour une gestion efficace et orthodoxes des ressources générées par les activités financées par le projet.
- tenir régulièrement des réunions mensuelles d'information sur la mise en œuvre des aspects genre dans les activités du Projet;
- Vérifier les impacts négatifs attendus (s'il en est) sur le genre du projet, pendant et après sa phase de mise en œuvre (par exemple, des changements dans l'attribution des rôles et des responsabilités, dans les contraintes liées à la discrimination basée sur le genre). Proposer les mesures d'atténuation et leur coût, vérifier s'ils sont conformes, réalisables et le budget alloué suffisant ;
- Vérifier les impacts positifs attendus sur le genre et le coût du renforcement de ces avantages liés au genre;
- Vérifier si les impacts sociaux positifs et négatifs attendus pour le projet, pendant et après sa phase de mise en œuvre sont pris en compte, par exemple l'impact sur le VIH/SIDA, la malaria, les maladies transmissibles et autres pandémies, etc. S'assurer l'impact attendu sur la pauvreté, en particulier sur l'emploi et le marché du travail et sur la répartition des richesses;
- S'assurer régulièrement que la formulation des Termes de référence (TDR) et l'élaboration des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO), la Publicité (l'appel à manifestation d'intérêt et les moyens de communications) prennent en compte les questions de genre ; que le choix des moyens de communication permette l'accès facile et moins cher pour les ONG et associations de la zone du projet qui ont difficilement accès à l'internet et méconnaissent le UN Development Business Online



(UNDB);

- Appuyer l'élaboration des budgets annuels en collaboration avec l'expert en gestion administrative et financière ;
- Participer activement à la production des rapports périodiques et aux missions de supervision de la Banque et veiller que la section genre soit bien développée;
- Exécuter toute autre tâche compatible avec l'aspect Genre dans le cadre du Projet.

#### **4. PROFIL/QUALIFICATION DU CONSULTANT**

Le (la) consultant (e) devra répondre au profil suivant :

- ✓ Avoir un diplôme d'études universitaires (bac+5) en développement rural, agro-économie, sociologie, économie; anthropologie ou démographie, coopératives ou micro-finance;
- ✓ Avoir suivi des formations ou stages de perfectionnement spécialisés postuniversitaires en genre, environnement et le développement communautaire;
- ✓ Avoir une formation en économie rurale, coopératives et organisations paysannes;
- ✓ Justifier d'une connaissance pratique des questions environnementale et sociales des projets de développement et d'infrastructures socio-économiques de base financés par les bailleurs des fonds dont la BAD avec composante rurale;
- ✓ Avoir au moins trois expériences pratiques certifiées des missions analogues dans les pays en développement et spécifiquement en Afrique Subsaharienne;
- ✓ justifier d'au moins une expériences des études ou des enquêtes socio-économiques des projets au cours de cinq dernières années;
- ✓ Justifier en générale d'une expérience professionnelle minimale dans le domaine de gestion pratique des questions du genre de 20 ans;
- ✓ Avoir au moins une expérience pratique réussie des AGR et une expérience des associations de gestion des AEP en milieu rural;
- ✓ Disposer d'une expérience pratique de travail d'au moins 10 ans sur la question du genre et développement social dans les projets de développement rural ou en milieu urbain en Afrique Sub-Saharienne ;
- ✓ Avoir assumé des fonctions de responsabilité dans un projet financé par la BAD, la Banque Mondiale ou les autres bailleurs des fonds internationaux dans le domaine de développement communautaire et organisations paysannes en Afrique subsaharienne;
- ✓ Avoir une expérience réussie des comités de gestion et de mise en oeuvre des mécanismes viables de gestion des infrastructures socio-économiques principalement

les écoles, centres de santé, latrines publiques, les déchets et de sensibilisation/formation des bénéficiaires sur les questions d'hygiène;

- ✓ Utiliser aisément le paquet Microsoft Office;
- ✓ Maîtriser la langue française (écrite et parlée couramment);
- ✓ La connaissance de la région du projet sera un atout;
- ✓ Justifier d'une capacité de formateur et d'animateur d'équipes multidisciplinaires;
- ✓ Justifier d'une formation en andragogie et capacité de rédaction des rapports, modules des formations;
- ✓ justifier d'une expérience pratique de l'entrepreneuriat féminin, des questions juridiques et financières associations féminines ou ONGDs en milieu rural ou préurbain;
- ✓ Justifier d'une capacité de travailler en équipe multi culturelle et dans le contexte complexe similaire au Projet PRISE.

#### 5. DUREE DE LA MISSION:

La durée totale pour la mission est de **douze mois prestés avec un congés non payé** après chaque période de six mois, soit 2.5 jours/mois. Une période probatoire initiale de 3 mois et requise.

Semestriellement, l'évaluation de performance conditionnera la continuité des prestations pour la période suivante.

Le (la) consultant (e) sera basé (e) à Kinshasa et sera amené (e) à effectuer les déplacements dans la zone du projet suivant les besoins.

#### 6. PRODUCTION DES RAPPORTS

- Rédiger les chronogrammes d'activités et les rapports des études spécifiques;
- Rédiger des notes et rapports mensuelles d'exécutions des activités à l'attention de la Coordination du Projet et aux partenaires impliqués;
- Rédiger le rapport trimestriel destiné à la BAD à l'issue des séances de travail avec l'équipe projet ;
- Participer à la préparation des éléments ou informations requises par l'Audit et organiser ses visites sur terrain ;

#### 7. DOSSIER A PRESENTER

Les dossiers de candidatures doivent être composés de :

- (i) Une lettre de motivation pour le poste concerné ;



- (ii) un Curriculum Vitae (CV) à jour ,daté et signé suivant le modèle type détaillé avec références clients ou employeurs (noms complets, adresses, E-mails ainsi que les numéros de téléphone);
- (iii) Des copies certifiées conformes des diplômes et des attestations des services justifiant l'expérience acquise,

## **8. CONDITIONS D'ELIGIBILITE**

Outre les critères de qualification ci-hut, les critères spécifiques suivants sont applicables:

- (i) Diplômes conformes et expérience minimale pertinente requis;
- (ii) Ne pas être fonctionnaire ou employé d'un service impliqué dans l'exécution, ni dans l'étude du PRISE;
- (iii) Avoir un âge maximum de 55 ans et justifier d'une aptitude physique pour travailler dans le contexte de terrain du PRISE;
- (iv) N'avoir pas des antécédents négatifs des prestations antérieurs;
- (v) Etre immédiatement disponible;
- (vi) Passer avec succès l'interview;
- (vii) A compétence égale, les candidatures féminines sont encouragées;
- (viii) Ne pas être en conflit d'intérêts pour le poste.
- (ix) Le Projet se réserve le droit de vérifier les informations fournies par le candidat.

## **9. CRITERES D'EVALUATION**

1) **Qualifications générales** (éducation générale, formation, et expérience générale) : **20 points**

2) **Adéquation pour la mission** (diplômes appropriés, spécialisations ou formations spécifiques compatibles avec la mission, stages professionnels spécifiques, expériences spécifiques dans le secteur du Genre et Développement Social ou missions similaires) : **70 points**

3) Une expérience pertinente dans la région (connaissance de la culture locale ou du système administratif, organisation gouvernementale similaires au PRISE, des études socio-économiques, du genre et des associations féminines, etc.) : **10 points**

**Poids Total : 100 points**